



Laboratoire d'Études
et de Recherche
sur l'Intervention Sociale

LETTRE D'INFORMATION N°3 – MARS 2021

*Une recherche-action menée par le Lérís
avec le réseau INPACT, les Secours Populaire de Frontignan et Pezenas,
le Secours Populaire de Lozère, les Secours Catholique du Gard et de l'Hérault,
et l'association Esperluette à Celleneuve (Montpellier),
en partenariat avec l'UMR Innovation de l'INRAE et le laboratoire ART-DEV du CNRS.*

L'alimentation des personnes en situation de précarité : de l'assignation à l'émancipation.

Construire des Tiers-lieux de solidarité et de transition alimentaire avec et pour tous.

D'une durée de 3 ans, ce programme de recherche-action se déroule en région Occitanie, sur 6 territoires d'expérimentation (Frontignan, Pezenas, Communauté de communes du Haut-Allier, Vauvert, Montpellier - centre ville et quartier Celleneuve). Il vise à ré-interroger les dispositifs d'aide alimentaire pour développer de nouveaux espaces et modèles de solidarité à l'échelle des territoires, plus émancipateurs, concourant à la transition agro-écologique et favorisant l'accès à une alimentation durable pour tous. Sur chaque territoire, une association pilote la co-conception d'un Tiers-Lieux, accompagnée par le Lérís et INPACT, dans une dynamique de coopération entre les acteurs du territoire et en impliquant les habitants, en particulier les personnes en situation de précarité.

Prochaines dates

- Regroupement "échanges de pratiques" : Lundi 15 mars, de 14h à 17h
- 3^e groupe de recherche et de production : début juin 2021
- Forum final prévu en octobre 2021



Edito

Notre programme de recherche-action a démarré en janvier dernier sa troisième et dernière année, puisqu'il prendra fin à l'automne 2021. Les six expérimentations de "Tiers-Lieux de solidarité et de transition alimentaire" évoluent dans le contexte difficile de la crise sanitaire. Les mesures et contraintes dans lesquelles nous vivons, ont un impact fort sur les personnes, les groupes et les projets, et précarisent plus encore des populations déjà fragiles. Elles obligent à repenser les modes d'action et bien souvent contraignent à différer les étapes prévues. Les logiques d'action sur lesquelles repose la recherche-action sont celles de l'action collective, qui vont de pair avec la rencontre, la convivialité et le débat public... des composantes de la vie sociale largement mises à mal par la crise du Covid19. Certains groupes-projets comme celui du Secours Catholique de Montpellier ont dû se centrer sur les réponses à l'urgence. D'autres, comme l'Esperluette ont dû décaler l'ouverture de leur lieu et mettre en veille certaines dimensions de leur projet (café associatif, cuisine de rue, événements festifs). A Vauvert, l'équipe du Secours Catholique a dû multiplier les distributions de chèques alimentaires et attend avec impatience les autorisations pour lancer sa tournée solidaire en pied d'immeuble avec un four à pain mobile flambant neuf. A Pezenas, à Frontignan, en Lozère les comités du Secours populaire restent à pied d'oeuvre pour faire face à une demande croissante d'aide alimentaire. Les activités de cuisine collective ont dû être mises à l'arrêt, alors qu'elles constituent des espaces majeurs de mobilisation et d'inclusion sociale. D'une manière générale, les difficultés pour se réunir et mener des actions avec les personnes en situation de précarité mettent un frein important aux processus, et peuvent générer parfois du découragement. Néanmoins, tous les groupes ont continué de travailler les enjeux de la recherche-action et ont maintenus leurs objectifs. Nous souhaitons profiter de cette lettre pour leur adresser toute notre admiration et nos encouragements.

Par ailleurs, la crise a joué, par certains aspects, un rôle d'activateur pour l'émergence des tiers-lieux. En termes d'enjeux tout d'abord, puisque les questions de précarité alimentaire, d'égalité d'accès à l'alimentation et de développement de systèmes alimentaires durables se posent aujourd'hui de manière accrue. La crise sanitaire met un coup de projecteur sur les problématiques sociales, agricoles, écologiques et alimentaires, pourtant là depuis longtemps. Elle a donc accéléré certaines actions qui étaient encore en gestation, notamment les "paniers solidaires", "groupement d'achats solidaires" ou lieux de distribution de produits bio et locaux, qui ont été mis en place à Vauvert, à Montpellier, à Celleneuve, bientôt à Langogne, et amplifiés à Frontignan. Le contexte fait émerger des opportunités de financements exceptionnels, de la part de l'Etat, des collectivités, des fondations et des grandes associations. De nombreux appels à projets ou critères de financements vont actuellement dans le sens de l'accès à une alimentation de qualité pour les personnes en situation de précarité. Ces actions constituent de réelles chances de rejoindre les personnes en situation de précarité avec des actions qui font sens et qui répondent à de réels besoins. Les personnes témoignent régulièrement de la qualité et du goût des produits, d'une consommation plus régulière de fruits et légumes bénéfique à leur bien-être, des liens sociaux qui néanmoins se créent. Elles doivent constituer une base sur laquelle construire de réelles dynamiques de démocratie alimentaire, c'est le défi qui est à relever. Car, nous devons très vite nous interroger sur la pérennité de ces financements, et sur les changements structurels qu'il est nécessaire d'engager pour ne pas se contenter d'une simple "modernisation de l'aide alimentaire", mais bien pour favoriser un accès égalitaire et démocratique à une alimentation durable. En ce sens, on peut observer d'autres effets de la crise. Premièrement, au niveau de la mobilisation des habitant.e.s pour la solidarité alimentaire, qu'il nous faut comprendre et soutenir dans une perspective de "montée en politique". Deuxièmement, au niveau des nécessaires nouvelles coopérations qui se sont engagées entre les acteurs de la solidarité, du travail social, de la production alimentaire et de l'action publique, qui peuvent constituer un terreau fertile pour construire des coopérations pérennes et transformatrices. Troisièmement, autour de la prise en compte du sujet par les collectivités,

qui entrent en dialogue avec les acteurs (projet de PAT du Haut-Allier, Etats généraux de la solidarité de la Ville de Montpellier et politique alimentaire, projet de PAT du Bassin de Thau, politiques sociales et alimentaires à Pezenas...). A l'échelle de l'Etat, le sujet connaît également une certaine actualité. La lutte contre la précarité alimentaire fait aujourd'hui l'objet d'un comité national interministériel créé à l'automne 2020. Le plan de relance a ouvert des crédits sur l'accès à l'alimentation durable. Une des propositions de la convention citoyenne pour le climat pour la mise en place de chèques alimentaires, fléchés vers des produits frais et locaux, fait actuellement l'objet de diverses concertations. Enfin quelques députés semblent se mettre au travail autour du principe de sécurité sociale de l'alimentation sur laquelle travaillent des collectifs depuis plusieurs années. Ces chantiers, qui répondent plus ou moins bien aux enjeux d'accessibilité, de démocratie alimentaire et de justice sociale tels que nous essayons de les travailler, sont en cours, mais qu'advient-il de ces travaux et propositions ?

Il est nécessaire d'observer conjointement le développement de la multitude d'initiatives collectives qui fleurissent partout en France sur l'accès à l'alimentation durable, les changements opérés par les associations de solidarité et acteurs de l'ESS, et par les acteurs du système alimentaire, et l'évolution des politiques publiques locales, nationales et européennes. Ce, afin de voir si et comment ces différents mouvements peuvent faire système au bénéfice d'une réelle démocratie alimentaire articulée aux enjeux de justice sociale, qui doit faire face à un système alimentaire industrialisé, mondialisé et monopolisé. L'enjeu est de taille pour réussir à répondre aux urgences "ici et maintenant", tout en travaillant à une transformation structurelle à moyen et long terme, dans laquelle les modes de gouvernance sont un point clé. Cela nécessiterait une forte volonté politique, s'engageant sur les différentes dimensions du problème de manière transversale. Cela sous-entend un réel changement de paradigme tourné vers la durabilité dans toutes ses dimensions : nutritionnelle, sociale et culturelle, économique, environnementale, et politique.



Rappel de la problématique et calendrier

« Comment la mise en place de Tiers- lieux de solidarité et de transition alimentaire peut activer des nouvelles formes de relations sur un territoire, permettant la création de liens sociaux et de solidarité, le soutien aux productions agricoles locales et durables, l'accès des personnes en situation de précarité à une alimentation choisie et qualitative, et l'évolution des pratiques alimentaires de tous vers plus de durabilité.

Comment développer conjointement une approche territoriale du système alimentaire, et une démarche de développement social partant des premiers concernés, qui soient vectrices de reconnaissance et d'émancipation, et qui permettent d'articuler dynamique démocratique, justice sociale et durabilité ? ⁽¹⁾ »

La réponse à cette problématique est construite sur trois grandes hypothèses :

- le **développement d'une approche territoriale, partenariale et systémique** de l'accès à l'alimentation permet de créer de nouvelles opportunités d'accès à une alimentation choisie et qualitative pour les personnes précaires, dans la perspective du droit à l'alimentation.
- la **mise en oeuvre d'une intervention sociale basée sur le développement du pouvoir d'agir** notamment via le développement de savoirs et savoirs - faire, favorise l'autonomie et l'émancipation en termes d'accès à l'alimentation.
- la **mise en place de modèles d'organisation coopératifs** favorise le développement de rapports sociaux égaux et solidaires, et de dynamiques de démocratie alimentaire.

Janvier > Décembre 2019

PHASE 1 : MOBILISATION LOCALE

Atelier 1 : cartographies et enquête

Atelier 2 : arbre des compétences

En continu : actions de mobilisation des habitants

★ FORUM #1
(juin 2019)

★ GRP n°1

Septembre 2019 > Mars 2020

PHASE 2 : CO-CONCEPTION DES FONCTIONS DU TIERS-LIEUX

★ GRP n°2

Janvier > Décembre 2020

PHASE 3 : PHASE TECHNIQUE

★ GRP n°3

★ FORUM #2
(novembre 2020)

★ GRP n°5

Septembre 2020 > Septembre 2021

PHASE 4 : MISE EN OEUVRE EXPÉRIMENTALE

★ GRP n°4

★ GRP n°6

★ FORUM #3
(octobre 2021 - final)

Janvier > Septembre 2021

PHASE 5 : ANALYSE ET PÉRENNISATION

JANVIER 2019

> JUIN 2021

Tout au long du processus : observations, entretiens et analyses

⁽¹⁾ Pour davantage de détails nous contacter pour recevoir la note de recherche.

Les dynamiques de Tiers-Lieux de solidarité et de transition alimentaire ...

...en un coup d'oeil

● Langogne

- Ouverture d'un lieu d'accueil et de distribution de produits frais par le Secours Populaire
- Ouverture d'un accueil de jour autour de la cuisine, par La Ligue de l'enseignement
- Projet d'activités de la communauté de communes : cuisine, programme Opticourse, jardin collectif
- Projet de PAT de la communauté de communes prenant en compte la justice sociale

● Pezenas

- Echanges et mobilisation autour d'une projection du film des CIVAM «La part des autres»
- Emergence d'un groupe projet
- Projet de création d'une cantine populaire
- Action «Cantine éphémère» en cours de programmation
- Implication d'élues de la nouvelle équipe municipale

● Montpellier, quartier Celleneuve

- Ouverture du lieu de vie et de l'épicerie Vrac solidaire ouverte à tous, tenue par des habitant.e.s
- Régularité du groupement d'achats solidaire de produits locaux et/ou en circuits-courts (90 commandes en moyenne dont 35 foyers précaires), tous les 15 jours
- Organisation en commissions thématiques (approvisionnement, accueil solidaire, café, épicerie) animées par les habitant.e.s
- Embauche d'un salarié coordinateur à temps partiel
- Contribution aux Etats généraux de la solidarité organisés par la Ville

● Frontignan

- Coopération entre Secours Populaire, Secours Catholique, CPIE, Fronticourt
- Développement d'un dispositif de paniers solidaires avec les producteurs locaux, porté par des personnes concernées

● Vauvert

- Coopération entre Secours Catholique et travailleurs sociaux
- Développement d'un dispositif de paniers solidaires pour 37 foyers, chaque semaine
- Construction d'un four à pain mobile pour organiser des tournées solidaires en pieds d'immeubles
- Expérimentation à venir avec une épicerie Vrac en cours d'installation
- Embauche en cours d'un.e médiateur/trice social et santé
- Engagement d'une élue et de la politique de la ville dans le projet
- Concertation dans le cadre de la construction de la politique alimentaire du Département

● Montpellier, quartier Gambetta

- Développement d'un dispositif de paniers solidaires en partenariat avec le jardin de Cocagne Mirabeau pour 19 foyers
- Structuration du groupe projet avec des référents bénévoles : jardin, cuisine, approvisionnement, épicerie, coordination
- Mise en place de temps d'échanges avec les personnes accueillies pour définir le nouveau projet d'épicerie-cuisine solidaire dans le cadre de la réouverture du lieu au printemps
- Contribution aux Etats généraux de la solidarité organisés par la Ville

... dans les détails

Haut-allier, Langogne, Lozère.

Sur le territoire de la communauté de communes du Haut-allier (Lozère), la dynamique se poursuit à Langogne, notamment avec quatre acteurs : le Secours Populaire, le Secours Catholique, la Ligue de l'enseignement et la Communauté de communes dans le cadre de son contrat local de santé, et bientôt peut-être d'un Plan Alimentaire Territorial. Le projet qui se préfigure n'est pas tant un tiers-lieux physique, qu'une dynamique de tiers lieux, prenant appui sur l'articulation de différents partenaires.

Si la mobilisation des habitants a été mise en difficulté par la crise sanitaire avec l'arrêt des activités cuisine, la dynamique de coopération entre acteurs pourrait être le moteur du projet.

Le Secours populaire s'apprête à ouvrir un lieu de distribution de produits frais (fruits, légumes, viande et oeufs) au sein d'un espace d'accueil inconditionnel ouvert deux fois par semaine. Dans ce cadre, la communauté de communes mettra à disposition le temps de travail d'une diététicienne pour accompagner cette distribution et mener des actions de sensibilisation. En Lozère la production maraîchère fait défaut, notamment en hiver, et la question de l'approvisionnement régulier se pose. Le Secours populaire travaille avec la chambre d'agriculture, notamment une chargée de mission sur les circuits-courts, et la plateforme agri locale mise en place par le département. Les agricultrices, une association d'agricultrices ayant le projet de monter un point relais de vente de produits locaux, se sont également mises en relation pour penser un éventuel projet commun avec le SPF, en lien avec la chambre d'agriculture, pour appliquer des prix solidaires sur des produits locaux de qualité.

L'installation du Secours Populaire à Langogne apporte une nouvelle approche de la solidarité alimentaire par rapport à l'existant, à travers les valeurs de l'éducation populaire qu'il promeut et le développement de la participation des personnes concernées. Les bénévoles du Secours Catholique sont également parties prenantes.

A 100 mètres de là, la ligue de l'enseignement ouvre également un lieu d'accueil de jour, ouvert aux personnes sans domicile fixe, mais aussi à l'ensemble des habitants. Le lieu se nomme Callipolis en référence à la cité idéale de Platon "sans classe sociale". Son activité est centrée sur la cuisine et le partage des repas. Les deux projets n'ont pas pu se rejoindre pour l'instant dans un seul et unique lieu pour plusieurs raisons (espaces, calendrier) mais projettent de créer des ponts.

Du côté de la communauté de communes, plusieurs projets sont en cours, notamment la reprise des ateliers cuisine (au sein de Callipolis) en particulier avec des personnes ayant recours à l'aide alimentaire, la mise en place d'un programme opticourse (programme d'activités sur l'alimentation et le budget), et un projet de jardin collectif avec une association locale, au sein duquel les personnes pourraient venir travailler de manière autonome. De plus, la communauté de communes travaille sur un projet de Plan Alimentaire Territorial déposé dans le cadre du PNA (Programme National de l'Alimentation), qui couvre les différents volets : filières, social, nutrition, éducation. Sur le volet social, alors qu'il n'y avait pas beaucoup d'éléments au départ, la recherche-action a enclenché des échanges et a suscité de l'intérêt pour cette dimension. Un projet d'épicerie solidaire a été esquissé mais est freiné par l'absence de service social au sein de la communauté de communes. Au regard des différentes initiatives, une dynamique "Tiers lieux" semble se dessiner même si de nombreuses étapes restent à parcourir, pour engager une démarche de fond. Les élus sont conscients des enjeux mais doivent encore s'appropriier le sujet. La question de l'implication des personnes en situation de précarité

- OUVERTURE D'UN LIEU D'ACCUEIL ET DE DISTRIBUTION DE PRODUITS FRAIS PAR LE SECOURS POPULAIRE
- OUVERTURE D'UN ACCUEIL DE JOUR AUTOUR DE LA CUISINE, PAR LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT
- PROJET D'ACTIVITÉS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES : CUISINE, PROGRAMME OPTICOURSE, JARDIN COLLECTIF
- PROJET DE PAT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PRENANT EN COMPTE LA JUSTICE SOCIALE

reste problématique. Les liens sont très décousus et des freins existent en termes de langue. Sur ce territoire de 5000 habitants, environ 200 personnes ont recours à l'aide alimentaire mais on évalue un non-recours important, notamment chez les habitants des villages et hameaux isolés qui rencontrent des difficultés de mobilité et refusent souvent de se rendre "visibles". Un projet itinérant avait été envisagé mais a été jugé trop stigmatisant.

La territoire compte quelques acteurs très moteurs, dont certains s'intéressent à la sécurité sociale de l'alimentation et ont interpellé le Conseil Départemental à ce sujet. La cantine scolaire est également un sujet d'intérêt. Elle a fait l'objet d'une rencontre récente qui a plutôt montré un manque de connaissance ou de sensibilité aux enjeux de l'alimentation durable chez les participants.

La convergence entre associations de solidarité, collectivité locale, chambre d'agriculture et producteurs est un signe très positif pour penser une démarche d'accessibilité à l'alimentation de qualité. Il est intéressant qu'elle se concrétise dans des actions communes, tout en laissant le temps et en se donnant les moyens de mobiliser les personnes ayant l'expérience de la précarité, pour co-construire les activités, les projets et les politiques publiques à venir. Cela pose la question de l'action communautaire, de la coopération avec le monde du travail social et de la mise en place de démarche "d'aller vers" pour rejoindre les personnes pouvant être concernées.

Pezenas, Hérault.

A Pézenas, le projet de Tiers-Lieu est initialement porté par le comité du Secours Populaire. Durant la première phase de la recherche-action, les bénévoles du Secours Populaire ont organisé des ateliers cuisine en partenariat avec la cuisinière du Re'N'art, tiers-lieu qui propose une ressourcerie, un jardin bio à vocation pédagogique, un restaurant-café et un pôle animation. Ainsi, une première dynamique inter-associative est née. Le travail de cartographie des acteurs a positionné le projet de Tiers-Lieu

comme un moyen de créer des collaborations entre les diverses associations, notamment le Lieu Ressources, espace d'accompagnement social. En effet, Pézenas bénéficie d'un tissu associatif dense, notamment autour des questions de précarité et d'alimentation. Les échanges et réflexions communes ont donné lieu à différentes pistes d'actions : la mise en place d'un parcours développant la conscience et l'autonomie des personnes sur les questions alimentaires, l'identification de lieux non utilisés et la création d'un restaurant populaire inter-associatif. Ces discussions ont également soulevé des questionnements autour du schéma actuel de ramasse mais aussi autour de la fonction nourricière du territoire et de la nécessité de penser la place des terres agricoles. Toutefois, la mobilisation des personnes concernées est restée compliquée.

De plus, la crise sanitaire n'a pas permis de réaliser le parcours imaginé pour engager des démarches de conscientisation, au sens de l'éducation populaire, avec les personnes, sur le système alimentaire actuel. Les associations ont dû gérer l'urgence, elles se sont rendues compte que la précarité dans laquelle les personnes vivent est plus importante que ce qu'elles imaginaient. Le fait d'aller au domicile des personnes leur a permis de constater "de l'intérieur" les difficultés liées au logement qui sont très peu équipés, à l'isolement, etc.

- ECHANGES ET MOBILISATION AUTOUR D'UNE PROJECTION DU FILM DES CIVAM «LA PART DES AUTRES»
- EMERGENCE D'UN GROUPE PROJET
- PROJET DE CRÉATION D'UNE CANTINE POPULAIRE
- ACTION «CANTINE ÉPHÉMÈRE» EN COURS DE PROGRAMMATION
- IMPLICATION D'ÉLUÉS DE LA NOUVELLE ÉQUIPE MUNICIPALE

Cette crise a permis aux associations de se rencontrer et de travailler en coopération. Le Lieu Ressources en partenariat avec la Région organise, depuis, des distributions alimentaires de fruits et légumes de qualité.

Ces rencontres ont donné lieu à un événement commun en septembre 2020 : la projection du film des CIVAM "La part des autres" suivi d'un débat. Cet événement a connu un franc succès à Pézenas : des citoyen.e.s, des producteurs locaux, des personnes accueillies par les associations, ainsi que des élu.e.s étaient présent.e.s. Après le film, des échanges ont eu lieu notamment autour de la difficulté pour les personnes allocataires du RSA de se nourrir, mais aussi sur le problème du calcul du "reste à vivre" pour les bénéficiaires de l'aide alimentaire qui empêche parfois des personnes d'avoir accès à l'aide alimentaire alors qu'elles en ont besoin. Les producteurs locaux présents ont pu témoigner de leur impossibilité de baisser leur prix. Cet événement a permis de mobiliser les personnes autour de la recherche-action, même si cela a pu être difficile pour les personnes en situation de précarité de prendre la parole en public et de se sentir entendu.

Le "groupe projet" s'est donc constitué au fur et à mesure de ces rencontres. Les élues (à la transition écologique, à la solidarité et à l'attractivité économique) de la nouvelle équipe municipale se sont investies dans la recherche-action et semblent intéressées par les dimensions à la fois écologique et sociale du projet.

Aujourd'hui trois bénévoles du Secours Populaire, deux salariées du Lieu Ressources, une productrice et un salarié du CIVAM, trois citoyen.e.s, un maraîcher bio et trois élues font partie de ce "groupe projet". Ils ont finalement décidé de se concentrer sur le montage d'une cuisine populaire accessible à tous. Dans ce cadre, une première action va être menée à Pézenas les 22 et 23 mai 2021. Cet événement de "Cantine Populaire Éphémère" a pour objectif de tester les coopérations entre les acteurs du territoire. Mais il sera également l'occasion de permettre à des personnes en situation de précarité de s'investir dans la création de cette cantine populaire en faisant part de leurs besoins et de leurs envies. Les acteurs de Pézenas se réunissent une fois par mois pour organiser cet événement, définir les principes éthiques de ce dernier et penser les questions logistiques.

L'enjeu à Pézenas aujourd'hui est de développer cette dynamique collective en s'appuyant sur l'expérience et sur la mobilisation de personnes en situation de précarité.



Frontignan, Hérault.

A Frontignan, le projet de Tiers lieu a d'abord été pensé à travers un déménagement des associations dans un nouveau lieu commun. Ce déménagement n'a finalement pas vu le jour mais la dynamique de Tiers Lieux autour des questions d'alimentation a quand même émergé et est aujourd'hui effective. En effet, les enjeux communs aux deux structures, le CPIE et le Secours Populaire, que sont l'alimentation locale pour tous et le développement de l'agriculture locale ont permis de mettre en place différentes actions depuis le début de la recherche-action. Le Secours Populaire et le CPIE ont d'abord mis en place un programme de sensibilisation à l'alimentation durable avec des visites chez les producteurs locaux. Puis lors des ateliers "on en parle" les personnes accueillies ont pu réfléchir à la possibilité d'organiser des Paniers de Noël avec des produits de producteurs locaux. Cette action mise en place en décembre 2019 a permis de créer un premier lien entre les producteurs locaux et les personnes accueillies, cela a aussi permis aux personnes accueillies de monter une première action.



- COOPÉRATION ENTRE SECOURS POPULAIRE, SECOURS CATHOLIQUE, CPIE, FRONTICOURT
- DÉVELOPPEMENT D'UN DISPOSITIF DE PANIERS SOLIDAIRES AVEC LES PRODUCTEURS LOCAUX, PORTÉ PAR DES PERSONNES CONCERNÉES

La crise sanitaire de 2020 a rendu impossible le maintien des ateliers cuisine ou jardinage. Néanmoins durant cette crise un nouveau projet est né : celui des paniers solidaires en partenariat avec le Secours Catholique. Durant le mois de mai 2020, les personnes accueillies investies dans la recherche-action ainsi que les bénévoles du Secours Catholique, du Secours Populaire et les salariés du CPIE et du Lérès se sont réunis en visio-conférence pour mettre en place le projet de Paniers Solidaires. Les objectifs ont été définis lors de cette réunion, ils étaient les suivants : la participation et l'engagement dans le projet pour permettre l'émancipation des personnes ; recréer du lien entre producteurs et consommateurs, la rencontre entre les personnes concernées et les bénévoles du groupement d'achats "Fronticourts" afin de rendre une "visibilité sociale" aux personnes en précarité et ainsi favoriser leur dignité ; redonner le choix aux personnes concernant leur alimentation ; construire ensemble le projet : les personnes bénéficiaires deviennent des partenaires.

Ce projet est porté par les personnes concernées, elles réalisent les commandes toutes les deux

semaines et vont chercher leur paniers lors de la distribution des "Fronticourts" les mercredis soir. Différents temps ont été organisés avec tous les membres de ce projet pour repenser, réajuster et améliorer le fonctionnement. Les personnes participantes ont par exemple exprimé leur volonté de choisir elles-mêmes les légumes et donc de réaliser les commandes elles-mêmes. Elles apprécient que le goût des légumes soit différent de celui des légumes de grande surface, mais aussi le fait de se retrouver et d'être ensemble au moment de la récupération des paniers avec tous les membres des Fronticourt.

Ce projet va être fini en avril cette année. Un atelier chez la maraîchère qui a fourni les légumes pour les paniers

doit avoir lieu en mars afin de prendre le temps de mettre en commun les ressentis et les réalités de chacun en lien avec ce projet, de faire un bilan collectif et de se projeter dans des nouvelles actions.

La dynamique créée autour du projet Paniers solidaires a initié une coopération entre différents acteurs (CPIE, Secours populaire, Secours Catholique, Fronticourt, agriculteurs). Cela permet aujourd'hui d'imaginer une véritable collaboration entre eux sur des questions plus larges telles que l'accès à une alimentation durable pour tous. De plus, cette dynamique vient souligner les enjeux autour de l'implication des premiers concernés en leur redonnant une place de citoyens acteurs.

Vauvert, Gard.

Dans le cadre du projet de Tiers-Lieux dans le quartier prioritaire des Costières à Vauvert, des actions se développent depuis plus de deux ans. Ce projet, initialement porté par un groupe de bénévoles habitants du quartier, s'est petit à petit construit autour d'un réseau d'acteurs locaux, et prend aujourd'hui une nouvelle dimension grâce à la volonté des partenaires associés de s'inscrire dans une dynamique de co-construction et de tendre vers un plan territorial d'alimentation sur le département de Gard. Cette collaboration des différents partenaires autour d'un objet commun - le droit à une alimentation de qualité pour tous - a permis de voir se dessiner les prémices d'un tiers-lieux.

En 2018, le Secours Catholique, avec un groupe de bénévoles et habitants de Vauvert, commence à imaginer des actions qui permettraient de mobiliser et fédérer autour de l'alimentation saine et digne pour

tous. En 2019, le déclencheur de cette mobilisation est la volonté affichée de mettre en place un groupement d'achats en circuits-courts solidaire accessible à tous les budgets et d'organiser des temps de convivialité, ouverts à tous, et notamment aux femmes. Pour parler véritablement de projet, il a été nécessaire ensuite de trouver des outils de partage et d'appropriation par tous. Cela a induit une présence régulière dans le quartier grâce à la Roulotte des Délices (camion aménagé en cuisine) permettant ainsi de cuisiner et partager des repas au sein du quartier, une présence sur les marchés et autres événements, et l'animation d'un atelier cartographie... Un partenariat avec des agriculteurs locaux a également été construit et le groupement d'achats solidaire a été mis en place avec l'idée de proposer fruits et légumes locaux à tous les habitants et à moindre coût pour les personnes en situation de précarité.

La mobilisation n'a pas été toujours évidente à différents niveaux : avoir des personnes bénévoles régulières et s'engageant sur le long terme, faire du lien avec les personnes en précarité (difficulté de se mettre en relation avec les personnes bénéficiant de l'aide alimentaire car pas de lien existant avec la structure d'aide alimentaire présente sur le secteur), favoriser l'engagement et la solidarité de tous pour éviter que le portage du projet ne soit fait que par des bénévoles, mobiliser des agriculteurs locaux, consacrer beaucoup de temps à expliquer aux acteurs locaux l'importance du projet pour obtenir leur adhésion...

La dynamique de groupe a souvent été mise à l'épreuve : petit nombre de bénévoles impliqués régulièrement sur le

- COOPÉRATION ENTRE SECOURS CATHOLIQUE ET TRAVAILLEURS SOCIAUX
- DÉVELOPPEMENT D'UN DISPOSITIF DE PANIERS SOLIDAIRES POUR 37 FOYERS, CHAQUE SEMAINE
- CONSTRUCTION D'UN FOUR À PAIN MOBILE POUR ORGANISER DES TOURNÉES SOLIDAIRES EN PIEDS D'IMMEUBLES
- EXPÉRIMENTATION À VENIR AVEC UNE ÉPICERIE VRAC EN COURS D'INSTALLATION
- EMBAUCHE EN COURS D'UNE MÉDIATEUR/TRICE SOCIAL ET SANTÉ
- ENGAGEMENT D'UNE ÉLUE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DANS LE PROJET
- CONCERTATION DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DE LA POLITIQUE ALIMENTAIRE DU DÉPARTEMENT

projet, difficultés liées à la gestion de crise, et notamment difficultés de mettre en place des actions collectives. L'idée initiale du projet était que chacun puisse s'impliquer selon ses compétences, de repérer et s'engager sur ce que chacun peut apporter. Cet objectif est aujourd'hui partiellement atteint. Du côté du groupe projet, les bénévoles, de plus en plus nombreux, prennent en charge de plus en plus de responsabilités et l'équipe projet est aujourd'hui de plus en plus étoffée. Deux personnes bénéficiant des paniers ont trouvé leur place dans l'équipe de bénévoles.

Du côté des premiers concernés, il reste encore à franchir une autre étape pour passer de « consommateur » à « acteur de sa consommation ». Une organisation pour les impliquer davantage est envisagée avec la mise en place de groupes de travail par thème (producteur, rédaction d'un livre de recettes, communication, citoyenneté/évènementiel). Ils démarreront dès que possible.

En 2020, la crise sanitaire a stoppé les actions collectives. Le fait de ne plus pouvoir poursuivre les actions favorisant la mobilisation, a mis à l'épreuve la dynamique du projet. Les éléments déclencheurs qui ont permis que le projet continue et se développe malgré tout, ont été, d'une part la distribution de chèques services en partenariat avec



les services sociaux (mise en lien avec les premiers concernés), et d'autre part le financement d'un dispositif « paniers solidaires » proposé par le siège du Secours Catholique. La réflexion s'est rapidement organisée autour de cette proposition permettant une continuité et un maintien de la dynamique de groupe en lien avec les objectifs du projet (établir un lien durable avec les personnes en difficulté, impliquer d'autres personnes dans le projet de Tiers-Lieux et développer le travail partenarial avec les agriculteurs locaux). Le dispositif a démarré en juillet 2020 et va perdurer jusqu'en avril 2021 ; une aide à durée limitée dans le temps mais avec le but d'être un levier pour pérenniser l'action au-delà de ce financement exceptionnel. Pour continuer ce dispositif après avril 2021, le Secours Catholique a d'ailleurs demandé et obtenu des financements supplémentaires via un appel à projet de la DRJSCS sur une enveloppe du plan pauvreté. Un autre enjeu du dispositif des paniers solidaires serait de le pérenniser à travers un modèle économique qui offrirait différentes formes de participations financières (tarifs adhérents, tarifs solidaires, tarifs bienfaiteurs, tarifs bénéficiaires, paniers suspendus, financement public).

Ces « paniers solidaires », permettant au public précaire en lien avec les travailleurs sociaux d'accéder aux produits locaux de qualité sans freins financiers, ont été un véritable moteur pour établir un partenariat Secours Catholique/travailleurs sociaux et du lien avec les personnes. De plus, ils ont développé des relations consommateurs/producteurs, une meilleure connaissance du monde agricole et un renforcement du partenariat avec les agriculteurs



locaux. Les objectifs partagés de rendre accessible à tous une alimentation de qualité et de permettre aux personnes d'être actrices de leur alimentation (développement du pouvoir d'agir) ont donc permis à différents acteurs de travailler ensemble autour d'un objet commun.

Suite à cette dynamique d'acteurs locaux et dans un contexte de politique alimentaire dans le Gard favorable à la structuration d'une offre alimentaire de qualité sur le territoire, un projet transversal se co-construit pour tendre vers un plan alimentaire territorial, fruit d'une collaboration entre les services sociaux territoriaux de l'Unité Territoriale d'Action Sociale et d'Insertion de Camargue Vidourle, la Mission Qualité Alimentaire du Département, le Secours Catholique, la Fédération Départementale des CIVAM, les Centres sociaux et Espaces de vie sociale, le CCAS, les acteurs institutionnels (la mairie avec la politique de la ville, communauté de communes,...), le CODES 30, les associations, les producteurs locaux, les chercheurs... Tout au long de l'année 2021, il est prévu de décliner différentes actions : « nutrition et santé », « lutte contre le gaspillage », « ateliers cuisine et échange de recettes », « visite des producteurs » et « chantiers participatifs » (glanage, récupération de surproduction, etc.).

L'équipe de bénévoles maintient ses deux points fixes de livraison de 37 paniers solidaires, tous les jeudis matin (au sein du QPV et à la gare). En avril 2021, un adulte relais sur le territoire du QPV de Vauvert sera recruté sur des missions de médiation accès aux droits, spécificité santé et alimentation. Dès que la situation sanitaire le permettra, la « Roulotte des délices » (permettant de cuisiner tous ensemble) et une tournée solidaire en pied d'immeuble seront mises en place. La tournée solidaire aura plusieurs entrées ; « Tournée solidaire des aînés » (des animations avec les personnes âgées fragilisées et/ou isolées), « Four à pain » (four itinérant en terre cuite construit avec les habitants créant un espace de rencontre et d'échange pour tous les habitants des résidences aux alentours venant faire cuire leur pain, leurs pizzas..., ateliers « prévention santé », ateliers « fabrication de meubles de terrasse en bois recyclé »... Une expérimentation d'un partenariat avec Epivrac (une épicerie vrac) auprès de 10 familles bénéficiant déjà des paniers solidaires, est également prévue chaque semaine à partir d'avril 2021. L'objectif étant de leur permettre de découvrir de nouveaux modes de consommation, d'être sensibilisé à l'anti gaspi, d'apprendre par des ateliers à fabriquer ses propres produits d'hygiène, et de comprendre l'enjeu de consommer local.

Le partenariat entre les acteurs du territoire s'est construit petit à petit grâce à la persévérance, la force de conviction, la présence régulière des bénévoles sur le terrain. Le maillage territorial et les liens avec les collectivités ont permis d'établir une confiance mutuelle. Aujourd'hui le chargé politique de la ville de Vauvert, la première adjointe aux affaires sociales ainsi qu'un élu chargé du PNRU sont facilitateurs pour la construction du partenariat sur le territoire et portent l'objectif commun d'un accès à tous à une alimentation de qualité. Le projet tiers-lieux prend forme au travers d'une coopération territoriale et se précisera dans les prochains mois en parallèle des actions mises en place.

Quartier Celleneuve, Montpellier.

L'Esperluette, association d'habitant.e.s de Celleneuve à Montpellier, mobilisés depuis deux ans autour de l'ouverture d'un café-épicerie-cuisine solidaire, a pu ouvrir son lieu début janvier 2021, au cœur du quartier. Elle comptait au 31 décembre 2020, 200 adhérent.e.s, (habitant.e.s du quartier à plus de 90%). L'Esperluette a été soutenue dans son démarrage et bénéficie de financements qui permettent d'envisager son développement sur 2021 et 2022 : des financements publics (Ville de Montpellier, Département de l'Hérault, Région Occitanie, DDCS) et privés (Fondation Abbé Pierre, Fondation de France, Biocoop).

Le nouveau local est de petite taille (50m²), et doté d'une chambre froide. Il a permis d'installer un espace convivial, un meuble de produits secs bio et en vrac et un rayon d'épicerie composé de produits collectés à la Biocoop (collecte annuelle bio solidaire). L'association propose par ailleurs à ses adhérent.e.s un groupement d'achats solidaire de produits frais tous les 15 jours, le samedi. Il fonctionne avec des producteurs/trices locaux (fruits et légumes, fromages, miel, vin...) ou en circuits-courts (coopératives de producteurs d'agrumes, jambon et huile d'olive d'Espagne). Des partenariats sont en train de se développer avec d'autres projets montpellierains comme La cinquième saison pour s'approvisionner ensemble.

L'organisation collective de l'Esperluette repose sur un CA de 16 habitant.es. et différents groupes de travail : approvisionnement (recherche de producteurs/trices) et organisation du groupement d'achats, épicerie, accueil solidaire, café, et par la suite le groupe cuisine. Dans chaque groupe (composé d'une dizaine de personnes), des membres du CA sont présents ainsi que d'autres habitant.e.s engagé.e.s. L'organisation repose également depuis le 1er janvier sur un salarié, embauché 24h par semaine pour soutenir la dynamique et apporter un support organisationnel, et sur l'investissement d'une soixantaine d'habitant.e.s à ce jour. Un atelier de formation de 2h autour de la notion d'accueil, a été proposé à une quinzaine de membres, par une habitante, professionnelle du sujet. Cet atelier a été l'occasion d'échanger sur des expériences d'accueil et de réfléchir collectivement sur "l'accueil Esperluette".

- OUVERTURE DU LIEU DE VIE ET DE L'ÉPICERIE VRAC SOLIDAIRE OUVERTE À TOUS, TENUE PAR DES HABITANT.E.S
- RÉGULARITÉ DU GROUPEMENT D'ACHATS SOLIDAIRE DE PRODUITS LOCAUX ET/OU EN CIRCUITS-COURTS (90 COMMANDES EN MOYENNE DONT 35 FOYERS PRÉCAIRES), TOUS LES 15 JOURS
- ORGANISATION EN COMMISSIONS THÉMATIQUES (APPROVISIONNEMENT, ACCUEIL SOLIDAIRE, CAFÉ, ÉPICERIE) ANIMÉES PAR LES HABITANT.E.S
- EMBAUCE D'UN SALARIÉ COORDINATEUR À TEMPS PARTIEL
- CONTRIBUTION AUX ETATS GÉNÉRAUX DE LA SOLIDARITÉ ORGANISÉS PAR LA VILLE



photographie © Luc Jennepin

Malgré les mesures sanitaires, l'Esperluette peut ouvrir son épicerie (3 jours par semaine sur des créneaux de 2h) mais sans faire fonctionner le café. Les activités cuisine sont également à l'arrêt mais le projet reste orienté vers la création d'un café/cuisine mobile permettant d'investir l'espace public et d'aller à la rencontre des habitant.e.s, et d'une cantine de quartier participative. Chaque permanence d'épicerie est assurée depuis début janvier par le salarié et un ou deux bénévoles, qui s'inscrivent via un calendrier en ligne ou en passant directement sur le lieu. A moyen terme les permanences seront assurées par les adhérents, une fois que tous les outils seront opérationnels (caisse, balances, fichiers...). Chaque vendredi après-midi a lieu l'accueil solidaire pour les personnes souhaitant entrer dans le programme solidaire de l'Esperluette. Ces personnes sont des habitant.e.s du quartier, orientées par des travailleurs sociaux ou par le bouche à oreille. Ils adhèrent à l'Esperluette, certain.e.s en deviennent membres actifs et peuvent accéder au groupement d'achats de produits frais et aux produits secs en vrac à 20% du prix (la valeur totale des produits accessibles se situe autour de 55 euros/mois en moyenne pour un foyer). Par ailleurs, le rayon d'épicerie bio issu de collectes leur est réservé. Cette solidarité alimentaire est proposée pour 6 mois renouvelable. Chaque personne est en contact privilégié avec un membre du groupe "accueil solidaire" (pour l'accueil, les commandes, le lien, les questions...). Récemment un petit groupe s'est constitué pour proposer de l'accompagnement administratif (type écrivain public) aux personnes en exprimant le besoin.

Aujourd'hui 35 foyers sont accompagnés (soit environ 110 personnes touchées), parmi lesquels 12 se sont engagés activement dans l'association (certaines faisant partie du groupe initiateur du projet et du CA). Ce mode de fonctionnement est expérimental, et devrait continuer d'évoluer. De nombreuses questions sont soulevées notamment autour de la non stigmatisation des personnes, de la confidentialité, de la participation, des justificatifs de revenus, des participations financières demandées, du développement des collectes d'invendus et des prix des produits. Un partenariat a été mis en place avec l'association Adages pour l'accueil de personnes exilées.

Malgré l'absence de café, l'Esperluette devient progressivement un lieu d'accueil et d'écoute, avec déjà des « habitués » et les gens de passage. Le projet de café vise également le développement d'échanges de services et la constitution d'un espace d'initiatives au sein duquel les habitant.e.s peuvent proposer et porter des actions. Même si le café ne fonctionne pas, deux actions ont été proposées et portées : un "troc de fringues" en décembre 2020, et prochainement un atelier couture pour confectionner des sacs en tissus pour les produits vrac.

La dynamique de groupe de l'Esperluette s'est bien mise en place, grâce à ce fonctionnement en commissions, mais elle est mise en difficulté par les mesures sanitaires : difficultés pour se réunir, pas de temps de convivialité "mobilisateur", pas de café, pas d'activité cuisine... Toute la dimension "action collective et conviviale" sur laquelle repose le projet est empêchée, beaucoup de choses prennent du temps, doivent se passer par mail, ce qui freine incontestablement la mobilisation des habitant.e.s et surtout la dynamique "d'aller vers", prévue au départ. Néanmoins, de nombreuses choses restent possibles et l'Esperluette cherche d'autres moyens pour continuer d'aller à la rencontre des habitant.e.s, qui ne viendraient pas spontanément vers le projet. Par ailleurs on peut observer l'apparition de dissensions dans le/les groupes au fur et à mesure que le projet se concrétise : ces dissensions peuvent concerner les modalités d'action, les modes de communication au sein des groupes, les visions du projet et de ses enjeux, les modes de prises de décision, les places des un.e.s et des autres... C'est notamment à travers ces dissensions, débats et recherche de consensus, que le groupe construit sa réelle existence et ses méthodes de travail.

L'assemblée générale 2020 de l'association s'est tenue mi-février au jardin partagé de Celleneuve. Elle a rassemblé une cinquantaine d'adhérent.e.s, a permis d'exposer le bilan et les projets, mais aussi de mettre en partage les valeurs de l'association : convivialité, solidarité, mixité, durabilité et émancipation. Ce partage autour des valeurs s'est révélé un temps très riche qui permet de sortir de la dimension opérationnelle du projet pour partager sa dimension politique. La question des valeurs et de ce qu'on met derrière les mots, émerge comme une étape incontournable, qui permet au groupe de travailler sur le sens et de se rassembler autour de ce qui fait sens et de ce qui fait "commun".

L'Esperluette contribue aux Etats Généraux de la solidarité de la Ville de Montpellier qui vise à co-construire un projet de territoire en termes d'aide alimentaire.

Montpellier centre-ville.

Le groupe du Secours Catholique de Campredon, mobilisé autour de son projet "accès digne à une alimentation saine pour tous" a dû faire face à différents freins dans sa dynamique d'action : gestion de l'urgence pendant les confinements, mesures sanitaires et difficultés de se réunir, et surtout fermeture de leur lieu pour travaux. Cela a mis notamment un frein aux démarches engagées autour de nouveaux circuits d'approvisionnement pour leur épicerie solidaire. Mais l'équipe reste mobilisée autour de son projet : faire vivre un espace convivial, avec cuisine, épicerie, repas partagés...

D'ailleurs, ils ont pu maintenir des activités et même en développer de nouvelles. Le jardin solidaire a pu continuer de fonctionner avec 6 personnes, dont 5 vivent en situation de précarité. Le groupe a mis en place une action "paniers solidaires", grâce au développement d'un partenariat avec le jardin de Cocagne Mirabeau récemment installé à Fabrègues. Les jardins de Cocagne sont des jardins d'insertion en maraîchage bio, qui proposent des paniers de légumes réguliers à ses adhérents. Ils ont développé depuis 10 ans le programme "paniers solidaires" qui permet à des personnes en situation de précarité d'accéder à des paniers de légumes bio hebdomadaires, moyennant une petite participation financière (1 à 2 euros), notamment grâce à des partenariats avec des associations de lutte contre la pauvreté. Le Secours Catholique national est très investi sur les enjeux "d'accès digne à une alimentation saine pour tous" et a construit des liens avec le réseau national des Jardins de Cocagne. Le projet montpelliérain a pu voir le jour grâce à un financement national du Secours Catholique et à la mobilisation du groupe alimentation.



- DÉVELOPPEMENT D'UN DISPOSITIF DE PANIERS SOLIDAIRES EN PARTENARIAT AVEC LE JARDIN DE COCAGNE MIRABEAU POUR 19 FOYERS
- STRUCTURATION DU GROUPE PROJET AVEC DES RÉFÉRENTS BÉNÉVOLES : JARDIN, CUISINE, APPROVISIONNEMENT, ÉPICERIE, COORDINATION
- MISE EN PLACE DE TEMPS D'ÉCHANGES AVEC LES PERSONNES ACCUEILLIES POUR DÉFINIR LE NOUVEAU PROJET D'ÉPICERIE-CUISINE SOLIDAIRE DANS LE CADRE DE LA RÉOUVERTURE DU LIEU AU PRINTEMPS
- CONTRIBUTION AUX ETATS GÉNÉRAUX DE LA SOLIDARITÉ ORGANISÉS PAR LA VILLE

Le groupe est toujours composé de 8 personnes qui s'organisent ainsi : une personne qui coordonne, une personne sur l'approvisionnement, un responsable du jardin, 4 personnes qui participent à la réflexion et à l'organisation des actions, un animateur salarié. Parmi elles, 4 personnes ont l'expérience de la précarité. Le groupe a pu faire une première visite au domaine Mirabeau, fin août, pour rencontrer le responsable et l'équipe, visiter les lieux et construire le partenariat. Il a été décidé que les paniers pris en charge par le Secours Catholique bénéficieraient à des familles accueillies par le Secours catholique mais aussi à des salariés du jardin de Cocagne en insertion, eux aussi en situation de précarité alimentaire. Le but de l'action est de maintenir une activité d'accès à l'alimentation, de convivialité et d'accompagnement, malgré la fermeture de Campredon. Cela permet également de poursuivre la démarche engagée autour de l'accès à l'alimentation de qualité, dans une perspective de pérennisation.

En amont, le groupe a mis en place deux temps d'échanges collectifs, pour impliquer les personnes accueillies dans la définition et la réalisation de l'action. Ces temps d'échanges visaient à présenter le projet, créer des liens, mieux connaître les personnes et leurs besoins, étudier avec elles les modalités pratiques, leur proposer de s'impliquer.

Peu de personnes se sont déplacées pour ces temps d'échanges. Il était difficile de mobiliser sans avoir le lieu repère habituel (Campredon), sans avoir la possibilité de "faire des choses ensemble" et avec des mesures sanitaires qui freinent les regroupements et la convivialité. Malgré tout, le projet a pu se mettre en place, le groupe a été rejoint par d'autres bénévoles initialement engagés à l'épicerie, et par des personnes accueillies qui se sont impliquées. Le groupe pourrait donc passer à 14 personnes supplémentaires, dont 8 ont l'expérience de la précarité. En ce qui concerne les personnes accueillies, 21 familles, déjà accompagnées par le Secours Catholique, ont été contactées, notamment celles qui étaient le plus en difficultés et dont l'équipe connaissait le goût pour les légumes. D'autres ont été orientées par l'accueil social de l'association, la plateforme d'urgence mise en place pendant le confinement, et une personne est arrivée par bouche à oreille. Deux des personnes contactées n'ont finalement pas participé. Depuis novembre, 19 familles sont inscrites. Chaque semaine, le jardin de Cocagne livre les caquettes de légumes dans le lieu de distribution (une salle de l'église St Esprit dans le quartier des Cévennes, mise à disposition par le prêtre), l'équipe est présente pour assurer l'accueil et l'organisation, et les personnes viennent chercher leur panier. Il s'agit de paniers déjà composés, en fonction des récoltes et produits disponibles, mais les personnes ont une marge de choix sur deux produits.

Elements du bilan de l'action établi par le Secours Catholique

• *Personnes incluses dans le dispositif : 21 femmes, 7 hommes et 24 enfants*

• *La majorité des foyers sont des femmes seules avec ou sans enfants.*

• *38% sont en parcours de migration, 24% perçoivent les minimas sociaux, 14% sont retraités, 5% sont étudiants, 9% sont en formation, 10% sont salariés en situation de précarité. La fréquentation est correcte puisqu'elle tourne autour de 85% des inscrits (moyenne de fréquentation sur les 3 mois). Plus de la moitié des familles est venue chaque semaine sans aucune absence. Les motifs d'absence sont la prise concomitante de rendez-vous, la maladie, le manque de temps pour se rendre sur le lieu de distribution, les périodes de travail ou de formation.*

Le Secours Catholique, les personnes accueillies et le jardin de Cocagne sont satisfaits de cette action partenariale, notamment sur la qualité et le goût des légumes, la remotivation pour cuisiner, les échanges de recettes et sur les questions logistiques, mais ont noté différents éléments à prendre en compte pour la suite : l'éloignement géographique du lieu de distribution qui est un frein en terme de mobilité et de coût, la difficulté de créer des liens et de la convivialité au moment de la distribution, le choix limité pour les personnes, les besoins des personnes par rapport à d'autres produits (viande, poisson, hygiène, sec).

Le groupe alimentation souhaite poursuivre son travail en perspective de la réouverture de Campredon cet été autour de quatre aspects :

- L'implication des personnes accueillies dans le nouveau projet d'épicerie : en proposant des temps d'échanges en parallèle des distributions de paniers le jeudi.
- Les fournisseurs et circuits d'approvisionnement de l'épicerie : fruits et légumes locaux (avec la question de l'intégration du format paniers solidaires dans un dispositif d'épicerie), produits secs en vrac et autres. Plusieurs rencontres sont envisagées : avec le Civam bio 34, avec le Marché d'intérêt national, avec le Secours Populaire de l'Hérault...
- Le développement d'ateliers cuisine avec les légumes de Cocagne et ceux du jardin solidaire.
- Des temps d'échange privilégié avec d'autres projets, notamment celui porté par le Secours Catholique de Vauvert.

Pour cette équipe, la dynamique de groupe a pu se maintenir autour de cette action de paniers solidaires, mais la problématique du groupe reste la mobilisation des personnes accueillies dans le projet (renforcée par la fermeture du lieu). Avec les paniers solidaires de nouveaux liens se sont créés avec les personnes accueillies. Ces liens constituent aujourd'hui une opportunité pour les associer aux choix concernant le mode de fonctionnement de la future épicerie, et élargir le groupe-projet, c'est en ce sens que l'équipe souhaite agir dans les mois qui viennent.

Témoignage de M. membre active de l'Esperluette à Celleneuve.



C'est S. qui m'a parlé de l'association car je suis en difficulté financière. Je suis venue au groupement d'achats solidaires pendant le confinement et j'ai trouvé qu'il y avait une bonne ambiance, que ça avait l'air sympa. Donc je me suis dit pourquoi pas être bénévole. Je suis déjà bénévole dans une autre association d'aide alimentaire où j'ai même eu pas mal de responsabilités. Moi j'adore le contact, j'aime aider les gens, un peu trop des fois... J'étais dans le social, j'étais assistante de vie à domicile pour des enfants autistes, mais j'ai été obligée de faire une reconversion.

Ici c'est vraiment une bonne ambiance, quand on fait le groupement d'achats on travaille mais on rigole, c'est agréable. J'ai bien aimé aussi le troc de vêtements, le fait d'accompagner les gens, les aider à trouver des vêtements qui leur plaisent. Ce qui est bien c'est que les activités sont diversifiées, on peut essayer différentes choses et voir ce qui nous plaît. L'association correspond à mes valeurs, celles que j'essaie de transmettre à mon fils. C'est totalement différent de l'autre association où il y a un président qui décide. Ici je me sens à l'aise, je peux faire des propositions, même si parfois j'ai toujours l'impression que certains ne les écoute pas. Au niveau de l'alimentation c'est très bien. Les légumes je n'en mangeais pas forcément car c'est trop cher, maintenant beaucoup plus. Je cuisine plus de légumes. Le vrac c'est bien aussi en complément. Il faudrait du fromage régulièrement et peut être de la viande. Moi la viande j'en achète de temps en temps pour mon fils mais jamais pour moi.

M.

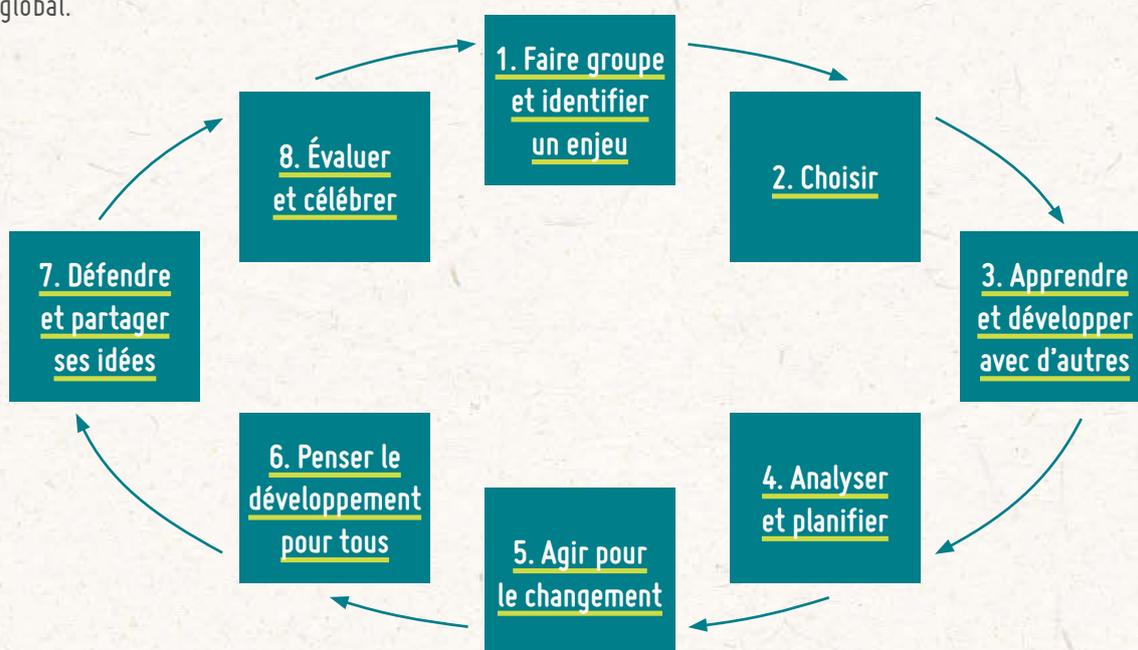


Regards sur d'autres travaux complémentaires

PROGRAMME CETAL

Le Lérís a engagé depuis le 1er décembre 2019 un projet européen, intitulé CETAL sur l'éducation des adultes, avec 5 partenaires dans 4 pays (Belgique, Italie, France, Bulgarie). Il est soutenu par la commission européen via le programme Erasmus+. Sa problématique est la suivante : de nombreuses expérimentations sont mises en place sur l'accès à l'alimentation des personnes les plus fragilisées. Mais ces expériences restent-elles des expériences ou permettent-elles de véritables évolutions et changements sociaux ? Ces expériences permettent-elles l'amélioration de la qualité de l'alimentation des personnes ? Permettent-elles l'augmentation de leurs compétences sur ces questions, donc de gagner en autonomie et souveraineté ? Permettent-elles de les rendre actrices, durablement de la transition ?

Ce projet de recherche-action vise à expérimenter une méthodologie d'animation communautaire en vue de reconnaître et développer les compétences de personnes en situation de vulnérabilité. Le "Magic 8" est une démarche méthodologique qui propose de mettre en œuvre les étapes d'un parcours émancipateur vers l'action et la production d'un plaidoyer. C'est en réfléchissant collectivement pour l'action, que les personnes développent leurs capacités d'analyse des situations et peuvent ainsi développer leur capacité à être acteur et auteur de leur environnement et des questions qui les préoccupent tout en se détachant des places assignées par la société, le genre... Ce faisant, les actions transforment durablement le contexte global.



La méthodologie se décline dans les différents territoires en ateliers réguliers avec les groupes impliqués. Certains se déroulent sur les territoires de la recherche-action sur les Tiers-Lieux (Frontignan, Pezenas, Vauvert). La méthodologie développée dans le cadre du CETAL vient ainsi renforcer la dynamique de Tiers-lieux et outiller davantage la démarche d'action collective. La finalisation de ce projet sera la production d'un "Plaidoyer populaire" pour une prise en compte de la précarité dans les projets alimentaires.

Synthèse des résultats d'une étude menée dans le cadre d'un stage à l'INRAE

stage réalisé par Léa Joly coordonné par Grégori Akermann (UMR Innovation)

L'accessibilité pour tous à une alimentation de qualité : quels leviers mobiliser ?

[Octobre 2020 — Février 2021]

On remarque que beaucoup de circuits courts distribuant une alimentation de qualité se veulent être accessibles pour tous mais selon l'étude CODIA de 2014 : « les personnes ayant fréquenté un circuit court au cours du mois précédent la passation du questionnaire se recrutent un peu plus chez les cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures, chez les plus diplômés (Bac + 3 et plus : 37% vs 28% en moyenne). » Ainsi, nous avons voulu regarder comment certains porteurs de projet souhaitant fournir une alimentation de qualité et pouvant/revendiquant capter des publics éloignés de l'alimentation durable ou des publics précaires, s'y prenaient pour tenter de toucher tous les publics et de ce fait comprendre quels étaient les leviers pour accroître cette accessibilité.

Pour cela, nous avons utilisé la définition de l'accessibilité du rapport du labo de l'ESS d'octobre 2020, qui se décline en 4 dimensions : l'accessibilité économique (résulte du prix proposé et du pouvoir d'achat des personnes), pratique (concerne à la fois la

condition physique des personnes, leur milieu de vie et leur mobilité, leur accès au matériel adéquat (accès à une cuisine, aux outils) et leur temps disponible), sociale et culturelle (désigne la capacité d'avoir accès à une alimentation en accord avec ses valeurs, traditions et pratiques) et citoyenne (renvoie à la nécessité d'avoir accès à une bonne connaissance du système alimentaire, à la capacité de s'organiser collectivement et participer à toute initiative citoyenne liée à l'alimentation).

L'étude s'est réalisée en deux temps :

- Une phase de recherches documentaires permettant l'état des lieux des dispositifs existants

75 dispositifs identifiés et décrits

- Une phase d'entretiens ou/et visites auprès d'un échantillon d'initiatives

**15 entretiens semi-directifs
(entre 30min et 1h30) et 2 visites**

VOICI UN RÉSUMÉ DES DIFFÉRENTS LEVIERS MOBILISABLES PAR TYPE D'ACCESSIBILITÉ :

■ LES LEVIERS À L'ACCESSIBILITÉ ÉCONOMIQUE :

- L'achat groupé, en vrac, de produits bruts
- La mise en place d'une tarification différenciée
- La mise en place de "bons alimentaires"
- Les produits ou paniers « suspendus »

■ LES LEVIERS À L'ACCESSIBILITÉ PRATIQUE :

- La mise à disposition d'un espace de cuisine
- La livraison à domicile ou les déplacements dans des zones isolées
- L'installation dans les quartiers prioritaires de la ville
- La mise en place de paniers sans engagement

■ LES LEVIERS À L'ACCESSIBILITÉ SOCIALE ET CULTURELLE :

- Le lien avec la personne (souvent via une structure extérieure)
- Le discours utilisé et la manière de communiquer
- L'offre alimentaire, la possibilité de choisir ses produits et la connaissance des produits
- L'enjeu social (le plus souvent aussi important que l'enjeu alimentaire), la création d'un lieu de convivialité, les activités annexes

■ LES LEVIERS À L'ACCESSIBILITÉ CITOYENNE :

- La naissance du projet par les habitants d'un quartier
- Le fait de participer activement à ce type de dispositifs

Enfin, nous avons mené une analyse précise des dispositifs interviewés via l'utilisation de 4 indicateurs : la mixité sociale, le nombre de personnes en difficulté touchées, la qualité des produits alimentaires, l'autonomie financière. Dans un premier temps, nous avons distingué 2 grands groupes :

- Les dispositifs nés pour aider avant tout les agriculteurs et pour accéder à une alimentation de qualité (Groupe 1 dans le tableau).
- Les dispositifs nés pour les personnes en situation de précarité, pour l'accès à une alimentation de qualité pour tous (Groupe 2 dans le tableau).

Dans un deuxième temps, une analyse plus fine nous a permis de séparer le groupe 2 en 4 sous-groupes (Cf. tableau).

On voit donc apparaître une tension entre la volonté de mixité sociale, la volonté d'offrir une alimentation de très grande qualité, la volonté de rendre accessible cette alimentation de qualité pour un grand nombre de personnes et la recherche d'un modèle viable économiquement.

Les dispositifs étudiés cherchent un équilibre entre ces 4 pôles via la mobilisation de plusieurs leviers. Mais souvent, l'équilibre d'une structure tient de concessions faites sur un ou plusieurs des 4 pôles ci-dessus (par exemple, ne pas se fournir uniquement avec des petits producteurs en AB mais avoir quelques producteurs en agriculture raisonnée et ainsi des prix plus bas).

De plus, face aux tensions constantes que rencontrent ces dispositifs innovants, se pose la question de « Comment dépasser ces tensions ? ». Faut-il continuer sur le chemin de création de plusieurs dispositifs innovants ou penser le problème totalement différemment, par exemple avec l'idée d'une sécurité sociale de l'alimentation ?

	1	2a	2b	2c	2d
	+++	++	++	++	++
	+++	+	++	+	+++
	+	++	++	+++++	?
	+	X	++	++	?